

Consultation publique de la CRE relative à la commercialisation des capacités de transport entre les zones Nord de GRTgaz, Sud de GRTgaz, TIGF et l'Espagne disponibles à partir du 1^{er} avril 2014

Contribution d'EON

1. Partagez-vous le besoin de visibilité exprimé en Concertation Gaz ? Considérez-vous que la durée de quatre ans envisagée par la CRE pour les capacités Nord-Sud soit adéquate ?

EON ne partage pas le besoin de visibilité exprimé par plusieurs acteurs dans la mesure où le fait de pouvoir réserver des capacités plusieurs années à l'avance est une mesure qui répond largement au besoin de sécurisation des grands consommateurs. En tant que fournisseur, EON supporte in fine les risques liés à l'allocation des capacités quelle que soit la visibilité accordée par les opérateurs et le régulateur.

Néanmoins, la durée de 4 ans envisagée pour les différents processus d'allocation paraît cohérente avec les différentes échéances liées à la fusion des zones.

2. Etes-vous en faveur d'une allocation au prorata des engagements de livraison physique pour le produit semestriel de recalage à compter du 1er avril 2014 à la liaison Nord-Sud ?

EON est favorable à une allocation au prorata des engagements de livraison physique pour le produit semestriel de recalage.

3. Etes-vous favorable aux modalités de commercialisation envisagées ?

EON est favorable à l'augmentation du facteur de développement qui permet de mieux prendre en compte l'évolution potentielle du portefeuille de client qui pourrait intervenir pendant la période de souscription.

4. Etes-vous favorable aux règles d'allocation proposées par la CRE pour la commercialisation des capacités disponibles à compter du 1er octobre 2014 ?

EON n'est pas favorable à la continuité d'une allocation au prorata des engagements de livraison après le 1^{er} octobre 2014. Pour EON les principes structurant des directives No 715/2009 et No 1775/2005 qui ont guidé l'élaboration du code réseau européen CAM et plus particulièrement celle code réseau sur l'allocation des capacités publiées par l'Enstog le 12 septembre 2012, supposent une mise aux enchères de 100% des capacités.

En outre, un des principes fondateur de la réalisation du marché intérieur du gaz est de garantir aux opérateurs des conditions d'accès au marché non-discriminantes afin de faire émerger un prix correspondant aux coûts couverts par un opérateur efficace. Or, un système dans lequel une partie des capacités serait allouée sur la base des engagements physiques de livraison pourrait d'une part ; s'apparenter comme une barrière à l'entrée pour certains expéditeurs, d'autre part ; distordre le système des enchères et par conséquent conduire à l'émergence d'un prix tronqué.

EON souhaiterait par conséquent que 100% de la capacité soit allouée aux enchères à partir du 1^{er} octobre 2014.

Enfin, concernant le prix de réserve, EON estime qu'à terme devrait refléter le prix de marché ce qui suppose que le tarif régulé de la capacité soit analysé au regard des signaux économiques envoyés par les différents acteurs lors des tours d'enchères.

5. Etes-vous favorable à la règle de limitation des demandes individuelles au tiers de la capacité commercialisée ?

Dans la perspective d'une mise aux enchères totale de la capacité Nord-Sud à compter du 1^{er} octobre 2014, EON est favorable à une limitation fixée au tiers de la capacité commercialisée dès le second tour.

6. Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de commercialiser en mars 2014, les capacités disponibles à compter du 1er octobre 2014 ?

EON est favorable à cette proposition.

7. Que pensez-vous de la proposition d'Elengy ? Que pensez-vous de la proposition de GRTgaz ? Etes-vous favorable à la proposition de réserver 50 GWh/j de capacités interruptibles sous forme de produits mensuels ?

EON ne partage pas les conclusions sur les mesures faites par Elengy et GRTgaz qui sont très peu incitatives face à des prix asiatiques du gaz défiant toute concurrence et qui s'avèrent discriminantes envers les expéditeurs de la zone Sud (moins de capacités interruptibles à disposition, redistribution de l'excédent des enchères réduit).

Ces dispositifs peuvent générer des effets pervers dans le sens où des opérateurs pourraient décharger des cargos avant de les recharger immédiatement tout en bénéficiant des avantages proposés par les opérateurs de réseau.

8. Etes-vous favorable aux règles d'allocation envisagées par la CRE pour l'allocation des capacités Sud vers Nord ?

EON est favorable aux règles d'allocation proposées.

9. Pensez-vous que les capacités interruptibles consacrées au couplage doivent être maintenues à compter du 1er avril 2014 ?

Les mécanismes de couplage de marché et plus particulièrement la commercialisation des capacités interruptibles doivent être maintenus afin de favoriser la liquidité sur le marché.

10. Etes-vous favorable aux règles d'allocation proposées par la CRE pour les capacités au PIR Midi à compter du 1er avril 2014 ?

Pas de commentaire

11. Etes-vous favorable aux règles d'allocation envisagées par la CRE pour les capacités à compter du 1er avril 2014 à Larrau et à Biriatoü ?

Pas de commentaire

- 12. Partagez-vous l'analyse défavorable de la CRE sur le reversement des excédents de recettes d'enchères au CRCP ?**
- 13. Partagez-vous l'analyse défavorable de la CRE sur le reversement des excédents dans un compte régulé de financement des investissements ?**
- 14. Etes-vous favorable à ce que les excédents de recettes à la liaison Nord-Sud soient intégralement redistribués, sur une base annuelle, aux expéditeurs livrant les consommateurs du sud de la France ?**

EON ne rejoint pas l'analyse menée par la CRE pour déterminer la meilleure option permettant de reverser les excédents de recette issus des enchères.

Attribuer les excédents de recettes aux expéditeurs livrant des clients finals dans la zone Sud n'apparaît pas comme la meilleure option principalement pour deux raisons:

- Tout d'abord, les acteurs prenant part aux enchères mais ne livrant pas de clients finals ne se verraient pas rétribuer l'excédent alors même qu'ils contribuent à le générer.
- L'attribution de l'excédent aux expéditeurs suppose une redistribution vers les clients finals qui peut s'avérer extrêmement complexe à calculer et à justifier.

Pour éviter les écueils suivants, EON est favorable à une redistribution de l'excédent via le CRCP bien que les utilisateurs de la zone Nord en bénéficieront. In fine, une allocation de l'excédent issu des enchères revient à faire baisser les termes tarifaires pour la période à venir permettant ainsi une redistribution implicite aux consommateurs.

- 15. Préférez-vous une redistribution proportionnelle aux capacités aval souscrites ou aux volumes livrés ?**

Si une redistribution intégrale devrait être faite aux expéditeurs une redistribution proportionnelle aux capacités aval souscrites serait préférable.

- 16. Etes-vous favorable à ce que les excédents de recettes de TIGF et de GRTgaz soient mis en commun à compter du 1er avril 2015 ?**

EON est favorable à cette proposition.